

Notes

(1) *Session 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1871/1. — Amendements, n° 1871/2. — Rapport, n° 1871/3. — Texte adopté par la Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques, n° 1871/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1871/5.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 27 janvier 1999. — Adoption. Séance du 28 janvier 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1249/1. — Projet non évoqué par le Sénat.

Annales parlementaires. — Séance du 25 février 1999.

Nota's

(1) *Zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 1871/1. — Amendementen, nr. 1871/2. — Verslag, nr. 1871/3. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven, nr. 1871/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1871/5.

Parlementaire handelingen. — Bespreking. Vergadering van 27 januari 1999. — Aanneming. Vergadering van 28 januari 1999.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1249/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

Parlementaire handelingen. — Vergadering van 25 februari 1999.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 2437

[C — 99/03405]

16 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 1998 portant création d'une part de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration du recouvrement et d'autre part du grade d'auditeur général, chef de service, et portant réforme de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1998 portant création d'une part de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration du recouvrement et d'autre part du grade d'auditeur général, chef de service, et portant réforme de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 avril 1999;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur II - Finances du 9 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la restructuration des administrations fiscales du Ministère des Finances implique la création de centres de gestion à l'Administration de la fiscalité sur les revenus et que des services et du personnel doivent être attribués à l'Administration du recouvrement;

Considérant que les intérêts financiers du Pays seront le mieux desservis par un fonctionnement efficace de ses services, que la création des centres de gestion précités y contribue et que le présent arrêté doit par conséquent être pris sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté royal du 18 décembre 1998 portant création d'une part de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration du recouvrement et d'autre part du grade d'auditeur général, chef de service, et portant réforme de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, est complété par l'alinéa suivant :

« Les auditeurs généraux, chefs de service, qui font partie du comité de gestion visé à l'alinéa premier, sont désignés par le Ministre des Finances sur proposition du directeur général de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines. ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 2437

[C — 99/03405]

16 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 1998 houdende oprichting enerzijds van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen en van de Administratie van de invordering en anderzijds van de graad van auditeur-generaal, dienstchef, en houdende hervorming van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1998 houdende oprichting enerzijds van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen en van de Administratie van de invordering en anderzijds van de graad van auditeur-generaal, dienstchef, en houdende hervorming van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 8 april 1999;

Gelet op het overlegprotocol van het Sectorcomité II - Financiën van 9 juni 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juni 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de herstructurering van de fiscale administraties van het Ministerie van Financiën inhoudt dat er beheercentra worden opgericht bij de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit en dat er diensten en personeel moeten worden toegewezen aan de Administratie van de invordering;

Overwegende dat de fiscale belangen van het Land het best gediend worden door een efficiënte werking van haar diensten, dat de oprichting van voormelde diensten hiertoe bijdraagt, en dat bijgevolg dit besluit zonder dralen dient te worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 december 1998 houdende oprichting enerzijds van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen en van de Administratie van de invordering en anderzijds van de graad van auditeur-generaal, dienstchef, en houdende hervorming van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De auditeurs-generaal, dienstchef, die deel uitmaken van het in het eerste lid bedoelde beheerscomité worden aangeduid door de Minister van Financiën op voorstel van de directeur-generaal van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen. ».

Art. 2. L'article 10 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Le directeur général de l'Administration du recouvrement exerce les prérogatives visées à l'alinéa précédent sur les services fixés par arrêté ministériel, ainsi que sur le personnel nommé dans ou désigné pour ces services.

Il préside le collège des chefs de services de l'Administration des contributions directes et de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines lorsque le collège doit se prononcer au sujet d'un agent ou d'un service relevant de sa compétence.

Il peut convoquer les collègues des chefs de service qu'il préside en vue d'une réunion commune concernant les affaires relatives à l'organisation et au fonctionnement des services pour lesquels il est compétent. ».

Art. 3. Dans l'intitulé de la section 3 du chapitre II du même arrêté, les mots « comité d'accompagnement » sont remplacés par les mots « comité de gestion ».

Art. 4. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. Un comité de gestion est créé au sein de l'Administration du recouvrement.

Le comité de gestion est composé du directeur général de l'Administration du recouvrement et de six auditeurs généraux, chefs de service, qui sont nommés à ce grade à l'Administration des contributions directes ou dans le Secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines et qui ne font pas partie du comité de gestion visé à l'article 14.

§ 2. Les auditeurs généraux, chefs de service, qui font partie du comité de gestion visé au § 1^{er}, sont désignés par le Ministre des Finances sur proposition conjointe du directeur général de l'Administration du recouvrement et du directeur général de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus et après avis du Comité directeur des administrations fiscales.

Ils relèvent de l'autorité directe du directeur général de l'Administration du recouvrement. ».

Art. 5. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Le comité de gestion est chargé des tâches suivantes :

— faire des propositions en matière de gestion du recouvrement des impôts qui relèvent de la compétence de l'Administration des contributions directes et du Secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines;

— présenter le plan stratégique d'intégration des services centraux et extérieurs du recouvrement de l'Administration des contributions directes et du Secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines;

— émettre un avis au comité de gestion visé à l'article 14 relatif à l'intégration des services compétents en matière d'informatique, de bâtiments, d'économat et de personnel des services centraux de l'Administration des contributions directes et du secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. ».

Art. 6. Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 12bis. Le directeur général de l'Administration du recouvrement peut déléguer une partie de ses prérogatives ou compétences telles que prévues à l'article 10 à chacun des auditeurs généraux, chefs de service, qui font partie du comité de gestion visé à l'article 11. ».

Art. 7. L'article 13, deuxième alinéa, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le directeur général de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus exerce les prérogatives visées à l'alinéa précédent sur les services de l'Administration des contributions directes et du Secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines à l'exception des services fixés par l'arrêté ministériel visé à l'article 10, deuxième alinéa, ainsi que le personnel nommé dans ou désigné pour ces services.

Il préside le collège des chefs de service de l'Administration des contributions directes ou de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, lorsque ce collège doit se prononcer au sujet d'un agent ou d'un service relevant de sa compétence.

Art. 2. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De directeur-generaal van de Administratie van de invordering oefent de in voorgaand lid bedoelde prerogatieven uit over de diensten vastgesteld bij ministerieel besluit alsook over het personeel dat is benoemd in of aangewezen is voor deze diensten.

Hij zit het college van dienstcheefs voor van de Administratie der directe belastingen en van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen wanneer het college zich moet uitspreken over een personeelslid dat of over een dienst die onder zijn bevoegdheid valt.

Hij kan de colleges van dienstcheefs, die hij voorziet, bijeenroepen om gezamenlijk te vergaderen betreffende de aangelegenheden inzake de organisatie en de werking van de diensten waarover hij bevoegd is. ».

Art. 3. In het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt het woord « begeleidingscomité » vervangen door het woord « beheerscomité ».

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. § 1. Binnen de Administratie van de invordering wordt een beheerscomité opgericht.

Het beheerscomité is samengesteld uit de directeur-generaal van de Administratie van de invordering en zes auditeurs-generaal, dienstchef, die tot deze graad benoemd zijn in de Administratie der directe belastingen of in de Sector BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen en die geen deel uitmaken van het beheerscomité bedoeld in artikel 14.

§ 2. De auditeurs-generaal, dienstchef, die deel uitmaken van het in § 1 bedoelde beheerscomité worden aangeduid door de Minister van Financiën op gezamenlijk voorstel van de directeur-generaal van de Administratie van de invordering en van de directeur-generaal van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit en na advies van het Directiecomité van de fiscale administraties.

Ze staan onder het rechtstreeks gezag van de directeur-generaal van de Administratie van de invordering. ».

Art. 5. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. Het beheerscomité is belast met de volgende taken :

— voorstellen uitbrengen inzake het beheer van de invordering van de belastingen die behoren tot de bevoegdheid van de Administratie der directe belastingen en van de Sector BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen;

— het strategisch plan inzake de integratie van de centrale diensten en buitendiensten van de invordering van de Administratie der directe belastingen en van de Sector BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, voorstellen;

— advies uitbrengen aan het beheerscomité bedoeld in artikel 14 betreffende de integratie van de diensten die bevoegd zijn inzake informatica, gebouwen, economaat en personeelszaken van de centrale diensten van de Administratie der directe belastingen en van de sector BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen. ».

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12bis ingevoegd luidende :

« Art. 12bis. De directeur-generaal van de Administratie van de invordering kan een deel van zijn prerogatieven of bevoegdheden zoals bepaald in artikel 10 delegeren aan elk van de auditeurs-generaal, dienstchef die deel uitmaken van het in artikel 11 bedoelde beheerscomité. ».

Art. 7. Artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De directeur-generaal van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit oefent de in voorgaand lid bedoelde prerogatieven uit over de diensten van de Administratie der directe belastingen en van de sector BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen met uitzondering van de diensten vastgesteld bij ministerieel besluit zoals bedoeld in artikel 10, tweede lid, alsmede het personeel dat benoemd is in of aangewezen is voor deze diensten.

Hij zit het college van dienstcheefs voor van de Administratie der directe belastingen en van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen wanneer het college zich moet uitspreken over een personeelslid dat of een dienst die onder zijn bevoegdheid valt.

Il peut convoquer les collègues des chefs de service qu'il préside en vue d'une réunion commune concernant les affaires relatives à l'organisation et au fonctionnement des services pour lesquels il est compétent. ».

Art. 8. L'article 14, § 1^{er}, du même arrêté est complété comme suit :

« et qui ne font pas partie du comité de gestion visé à l'article 11 ».

Art. 9. Dans l'article 14, § 2, du même arrêté, les mots : « sur proposition du directeur général de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus » sont remplacés par les mots « sur proposition conjointe du directeur général de l'Administration du recouvrement et du directeur général de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus et après avis du Comité directeur des administrations fiscales.

Ils relèvent de l'autorité directe du directeur général de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus. ».

Art. 10. Dans l'article 15 du même arrêté, au troisième tiret, les mots « intégrer des services » sont remplacés par les mots « intégrer, après avis du comité de gestion visé dans l'article 11, des services ».

Art. 11. Dans l'article 16 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 12. A l'article 17, 2^o, du même arrêté, les mots « de centres de contrôles polyvalents » sont remplacés par les mots « de centres de contrôle polyvalents, de centres de gestion polyvalents ».

Art. 13. A l'article 18 du même arrêté, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Les centres de gestion visés à l'article 17, 2^o, sont créés dans le ressort d'un centre de contrôle.

Le Ministre des Finances détermine à quel centre de contrôle est attaché un centre de gestion.

Les centres de gestion sont dirigés par le directeur régional du centre de contrôle auquel est attaché le centre de gestion.

Art. 14. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. § 1^{er}. Chaque centre de contrôle polyvalent visé à l'article 17, 2^o, a les compétences suivantes :

1^o la vérification de la situation fiscale de personnes physiques ou morales, dans les impôts et taxes suivants : impôts sur les revenus; taxes assimilées aux impôts sur les revenus; T.V.A.; taxes assimilées au timbre; taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'assurances et taxe annuelle sur les centres de coordination. Le Ministre des Finances peut étendre la compétence des centres de contrôle polyvalents à la vérification d'autres impôts et taxes qu'il désigne, sur avis du Comité directeur des administrations fiscales;

2^o le traitement des contestations résultant des vérifications visées au 1^o, ainsi que des contestations de fond qui surgissent concernant les dossiers traités par les centres de gestion de son ressort. Le centre de contrôle peut aussi être chargé de traiter les contestations qui surgissent dans le cadre des vérifications effectuées par les services de taxation de l'Administration des contributions directes et du secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines;

3^o la défense devant les diverses juridictions des dossiers relatifs aux contestations traitées par le centre de contrôle. Le centre de contrôle peut aussi être chargé de la défense devant les diverses juridictions des dossiers relatifs à des contestations traitées par les centres de gestion attachés au centre de contrôle.

§ 2. Chaque centre de gestion polyvalent visé à l'article 17, 2^o, a les compétences suivantes :

1^o sans préjudice des compétences des services du Secteur du recouvrement de l'Administration des contributions directes, la réception des déclarations aux impôts sur les revenus et des déclarations qui doivent être introduites en matière de T.V.A.. Le Ministre des Finances peut étendre la compétence des centres de gestion polyvalents à la réception des déclarations à d'autres impôts et taxes qu'il désigne, sur avis du Comité directeur des administrations fiscales;

2^o la gestion et la vérification des dossiers relevant de son ressort;

Hij kan de colleges van dienstchefs, die hij voorziet, bijeenroepen om gezamenlijk te vergaderen betreffende de aangelegenheden inzake de organisatie en de werking van de diensten waarover hij bevoegd is. ».

Art. 8. Artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« en die geen deel uitmaken van het beheerscomité bedoeld in artikel 11 ».

Art. 9. In artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « op voorstel van de directeur-generaal van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit » vervangen door de woorden « op gezamenlijk voorstel van de directeur-generaal van de Administratie van de invordering en van de directeur-generaal van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit en na advies van het Directiecomité van de fiscale administraties.

Ze staan onder het rechtstreeks gezag van de directeur-generaal van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit. ».

Art. 10. In artikel 15 van hetzelfde besluit, worden in het derde streepje de woorden « de integratie van de diensten » vervangen door de woorden « de integratie, na advies van het beheerscomité bedoeld in artikel 11, van de diensten ».

Art. 11. In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 12. In artikel 17, 2^o, van hetzelfde besluit worden de woorden « polyvalente controlecentra » vervangen door de woorden « polyvalente controlecentra en polyvalente beheercentra ».

Art. 13. Artikel 18 van hetzelfde besluit, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2 luidende :

« § 2. De beheercentra, bedoeld in artikel 17, 2^o, worden opgericht binnen het ambtsgebied van een controlecentrum.

De Minister van Financiën bepaalt aan welk controlecentrum een beheercentrum is gehecht.

De beheercentra staan onder de leiding van de gewestelijk directeur van het controlecentrum waaraan het beheercentrum is gehecht. ».

Art. 14. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. Elk polyvalent controlecentrum bedoeld in artikel 17, 2^o, heeft de volgende bevoegdheden :

1^o de verificatie van de fiscale toestand van natuurlijke of rechtspersonen inzake de volgende belastingen en taksen : inkomstenbelastingen; met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen; BTW; met het zegel gelijkgestelde taksen; jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen, op de kredietinstellingen en op de verzekeringsondernemingen en de jaarlijkse taks op de coördinatiecentra. De Minister van Financiën kan de bevoegdheid van de polyvalente controlecentra uitbreiden tot de verificatie van andere belastingen en taksen die hij aanduidt na advies van het Directiecomité van de fiscale administraties;

2^o de behandeling van de betwistingen als gevolg van de in 1^o bedoelde verificaties, evenals de betwistingen ten gronde die opduiken betreffende de dossiers behandeld door de beheercentra die gehecht zijn aan het controlecentrum. Het controlecentrum kan ook belast worden met de behandeling van betwistingen die opduiken in het raam van verificaties uitgevoerd door de controlediensten van de Administratie der directe belastingen en van de sector BTW, van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen;

3^o de verdediging voor de verschillende rechtsinstanties van de dossiers betreffende de betwistingen behandeld door het controlecentrum. Het controlecentrum kan ook belast worden met de verdediging voor de verschillende rechtsinstanties van de dossiers betreffende de betwistingen behandeld door de beheercentra die gehecht zijn aan het controlecentrum.

§ 2. Elk polyvalent beheercentrum bedoeld in artikel 17, 2^o, heeft de volgende bevoegdheden :

1^o onverminderd de bevoegdheden van de diensten van de Invorderingssector van de Administratie der directe belastingen, de ontvangst van de aangiften in de inkomstenbelastingen en van de aangiften die op het vlak van de BTW moeten worden ingediend. De Minister van Financiën kan de bevoegdheid van de polyvalente beheercentra uitbreiden tot de ontvangst van aangiften van andere belastingen en taksen die hij aanduidt na advies van het Directiecomité van de fiscale administraties;

2^o het beheer en de verificatie van de dossiers die onder zijn ambtsgebied vallen;

3° l'établissement des impôts et taxes concernant les dossiers relevant de son ressort;

4° sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, 2°, le traitement des contestations concernant les dossiers relevant de son ressort;

5° sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, 3°, la défense devant les diverses juridictions des dossiers relatifs aux contestations relatives aux dossiers relevant de son ressort. ».

Art. 15. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. § 1^{er}. Les §§ 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article sont applicables au personnel des services extérieurs de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus mis à la disposition des centres de contrôle polyvalents et de la direction des recherches.

Les §§ 2, 6 et 7 du présent article sont applicables au personnel des services extérieurs de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus mis à la disposition des centres de gestion polyvalents.

§ 2. Des agents des services extérieurs de l'Administration des contributions directes et du Secteur de la T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines sont, dans les limites du cadre organique, mis à la disposition des services extérieurs de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus.

§ 3. La mise à disposition dans le rang 13 est proposée par le collège des chefs de service de l'Administration d'origine.

La mise à la disposition dans un emploi à partir du rang 26 est d'une durée de trois ans au minimum. Dans des circonstances exceptionnelles, il peut être dérogé à cette durée minimale.

§ 4. Ne peuvent poser leur candidature en vue de la mise à la disposition dans les emplois des rangs 26 à 13, que les agents nommés à titre définitif ainsi que les agents contractuels engagés dans le cadre de l'arrêté royal du 11 juillet 1991 autorisant le Ministère des Finances à engager sous le régime du contrat de travail à l'Administration des contributions directes en vue de répondre à des besoins temporaires en personnel suite à un surcroît exceptionnel de travail; les agents contractuels doivent avoir acquis une expérience utile d'au moins un an en matière de contrôle fiscal.

§ 5. Les vérificateurs principaux qui étaient revêtus du grade rayé de vérificateur-expert comptable ont priorité sur les autres candidats, pour une mise à disposition dans un emploi d'un grade du niveau 2+ dans les services extérieurs de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, à l'exception des emplois de la Direction des recherches.

§ 6. Les titres à la nomination du point de vue des conditions de grade, d'ancienneté ou de classement des agents, qui sont maintenus à la disposition de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, sont fixés en fonction des grades qui, pendant leur maintien à la disposition de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus ont été ou auraient pu être conférés à des agents des services extérieurs de leur administration d'origine, qui sont ou seraient classés après eux si tous étaient restés dans lesdits services extérieurs.

§ 7. Le Ministre des Finances met d'office à la disposition des centres de gestion polyvalents le personnel nécessaire des services extérieurs de l'Administration des contributions directes et du secteur T.V.A. de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines.

La mise à la disposition d'office visée à l'alinéa qui précède s'effectue selon les règles arrêtées par le Ministre des Finances sur avis du Comité directeur des administrations fiscales. ».

Art. 16. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

3° de vestiging van de belastingen en de taksen voor de dossiers die onder zijn ambtsgebied vallen;

4° onverminderd de bepalingen van § 1, 2°, de behandeling van de betwistingen voor de dossiers die onder zijn ambtsgebied vallen;

5° onverminderd de bepalingen van § 1, 3°, de verdediging voor de verschillende rechtsinstanties van de dossiers waarvan de betwistingen verband houden met dossiers die onder zijn ambtsgebied vallen. ».

Art. 15. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. § 1. De §§ 2, 3, 4, 5 en 6 van dit artikel zijn van toepassing op het personeel van de buitendiensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit die terbeschikkinggesteld zijn van polyvalente controlecentra en de directie van de opsporingen.

De §§ 2, 6 en 7 van dit artikel zijn van toepassing op het personeel van de buitendiensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit die ter beschikking gesteld zijn van polyvalente beheercentra.

§ 2. Ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der directe belastingen en van de Sector van de BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen worden binnen de grenzen van de personeelsformatie, ter beschikking gesteld van de buitendiensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit.

§ 3. De terbeschikkingstelling in rang 13 wordt voorgesteld door het college van dienstchefs van de administratie van oorsprong.

De terbeschikkingstelling in een betrekking vanaf rang 26 duurt ten minste drie jaar. In uitzonderlijke omstandigheden kan van deze minimumduur worden afgeweken.

§ 4. Alleen de ambtenaren die vastbenoemd zijn evenals de contractuele personeelsleden aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 11 juli 1991 waarbij het Ministerie van Financiën gemachtigd wordt personen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen bij de Administratie der directe belastingen om te voldoen aan tijdelijke behoeften aan personeel ingevolge een buitengewone toename van het werk, mogen zich kandidaat stellen voor een terbeschikkingstelling in de betrekkingen van de rangen 26 tot 13; de contractuele personeelsleden moeten ten minste één jaar nuttige ervaring verworven hebben inzake fiscale controle.

§ 5. De eerstaanwezende verificateurs die bekleed waren met de geschrapte graad van verificateur-accountant hebben voorrang op de andere kandidaten voor een terbeschikkingstelling in een betrekking van een graad van het niveau 2+ bij de buitendiensten van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, met uitzondering van de betrekkingen bij de Directie van de opsporingen.

§ 6. De titels voor benoeming, wat betreft de voorwaarden inzake graad, anciënniteit of rangschikking van de ambtenaren die ter beschikking van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit worden behouden, worden vastgesteld in functie van de graden die tijdens hun terbeschikkingstelling van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit werden of konden worden toegekend aan de ambtenaren van de buitendiensten van hun administratie van oorsprong die na hen zijn of zouden gerangschikt zijn indien allen bij deze buitendiensten waren gebleven.

§ 7. De Minister van Financiën stelt het noodzakelijke personeel van de buitendiensten van de Administratie der directe belastingen en van de sector BTW van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen ambtshalve ter beschikking van de polyvalente beheercentra.

De ambtshalve terbeschikkingstelling zoals bedoeld in vorig lid geschiedt volgens de regels bepaald door de Minister van Financiën na advies van het Directiecomité van de fiscale administraties. ».

Art. 16. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR